

[rouge]Ni priorité à l'éducation, ni priorité au primaire, ni priorité au prioritaire leur seule priorité c'est l'austérité[/rouge]

Dans le 1er degré, les annonces précises des mesures de carte scolaire - d'ouvertures et de fermetures de classes dans les écoles - ont été repoussées après les municipales. Pourtant ce retard a des conséquences négatives pour les personnels, car le mouvement étant différé, les opérations devront se faire de manière resserrée, ce qui impliquera une augmentation de la charge de travail pour les personnels administratifs et une impossibilité d'anticiper pour les personnels enseignants. Mais tout cela est négligeable : quand on affiche une priorité au primaire, il vaut mieux éviter d'avoir à assumer les effets concrets de l'austérité gouvernementale à quelques semaines d'un scrutin électoral...

Dans le secondaire, repousser la préparation de la prochaine rentrée aurait posé beaucoup trop de problèmes d'organisation. Ainsi, les grands discours sur la « priorité à l'éducation » se heurtent dès aujourd'hui au mur de la réalité avec la publication des Dotations Horaires Globales (DHG) des établissements (les DHG constituent les moyens horaires, et donc humains, avec lesquels les bahuts doivent tourner).

La priorité à l'éducation prioritaire annoncée à grand renfort de communication par V. Peillon donne lieu en particulier à un contrecoup terrible dans les établissements.

Partout sur le terrain, les chiffres annoncés confirment que le budget est insuffisant, les créations de postes très inférieures aux besoins, la « refondation » un effet de communication.

L'essentiel des créations de postes est en effet absorbé par la formation initiale et le rétablissement d'une année de stage après le concours. Ces créations ne permettent pas de compenser la hausse de la démographie scolaire.

Les situations d'apprentissage ne vont pas s'améliorer pour les élèves, les conditions de travail pour les personnels non plus ; les effectifs des classes et des groupes ne vont pas diminuer. Bien souvent, c'est même le contraire qui va se produire.

Dans le cadre de « l'autonomie des établissements », cette pénurie risque d'accentuer les divisions et la concurrence entre les matières et entre les collègues, pour grappiller ici un dédoublement, là un groupe réduit, ailleurs des horaires suffisants.

Il faut refuser cette division organisée et se rassembler pour exiger partout des moyens à la hauteur des besoins. Cela suppose un autre budget pour l'éducation nationale, et donc la lutte contre l'austérité imposée aux salarié-e-s et aux services publics, contre les cadeaux aux patrons et aux actionnaires, pour une autre répartition et une autre utilisation des richesses !

Déjà, des mobilisations prennent forme. En région parisienne, des établissements sont en grève, des AG sont organisées, des perspectives se construisent. Le mouvement, naissant, est en cours d'extension.

[rouge]La fédération SUD éducation apporte son soutien à toutes ces mobilisations et appelle à les multiplier. Imposons par nos luttes :

- Des moyens pour satisfaire les besoins
- La réduction des effectifs/classe et la définition de plafonds nationaux pour le nombre d'élèves par classe

- Des dédoublements systématiques
- La titularisation de tou-te-s les précaires et des recrutements de titulaires à la hauteur des nécessités pour toutes les catégories de personnel[/rouge]